

# L'Actu de la semaine

du 6 au 10 mai 2019

*Nos documentalistes recensent pour vous chaque semaine l'essentiel de l'actualité repérée sur les sites institutionnels et transmis à nos Rédactions.*

FISCAL

SOCIAL

AFFAIRES

IMMOBILIER

CIVIL

DIVERS

## FISCAL

### Sites institutionnels

- Circulaire du 23 avril 2019 relative à l'aide à la transformation des débits de tabac : [BOD n° 7303 du 23/04/2019](#)
- Circulaire relative au régime fiscal du gaz naturel à usage carburant : [BOD n° 7304 du 03/05/2019](#)
- [Circulaire du 19 avril 2019](#) : Preuve du statut douanier des produits de la pêche maritime débarqués dans les ports français et conditions d'exonération des droits à l'importation.
- [Charte des droits et obligations du contribuable vérifié](#) - dispositions en vigueur en mai 2019

### Jurisprudence

- Amende pour défaut de déclaration de transfert international de capitaux II : [Cons. const. 10-5-2019 n° 2019-779/780 QPC](#)

### Au Journal Officiel

- [Arrêté du 29 avril 2019](#) modifiant l'arrêté du 26 octobre 2015 relatif aux subventions de l'Etat en matière d'investissement forestier par le Fonds stratégique de la forêt et du bois

### Union Européenne

- [DÉCISION \(UE\) 2019/700 DE LA COMMISSION du 19 décembre 2018](#) concernant l'aide d'État SA.34914 (2013/C) mise à exécution par le Royaume-Uni en ce qui concerne le régime d'imposition des sociétés de Gibraltar
- [DÉCISION \(UE\) 2019/720 DE LA COMMISSION du 30 avril 2019](#) relative à la proposition d'initiative citoyenne intitulée «Mettre fin à l'exonération fiscale du carburant d'aviation en Europe»
- Système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Articles 90 et 273 – Non-paiement total ou partiel, par le débiteur, de la somme due à l'assujetti au titre d'une opération soumise à la TVA – Base d'imposition – Réduction – Principes de neutralité fiscale et de proportionnalité : [CJUE 8-5-2019 aff 127/18](#)
- Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Opérations fictives – Impossibilité de déduire la taxe – Obligation, pour

l'émetteur d'une facture, d'acquitter la TVA qui y figure – Amende d'un montant égal à celui de la TVA indûment déduite – Compatibilité avec les principes de neutralité de la TVA et de proportionnalité : [CJUE 8-5-2019 aff 712/17](#)

- Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Sixième directive 77/388/CEE – Article 9, paragraphe 2, sous c) et e) – Directive 2006/112/CE – Article 52, sous a) – Article 56, paragraphe 1, sous k) – Prestations de services – Lieu des opérations imposables – Rattachement fiscal – Sessions interactives à caractère érotique filmées et diffusées en direct par Internet – Activité de divertissement – Notion – Lieu où les prestations sont matériellement exécutées : [CJUE 8-5-2019 aff 568/17](#)
- Système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Article 168, sous a) – Déduction de la taxe payée en amont – Principe de neutralité de la TVA – Assujetti exerçant à la fois des activités économiques et non économiques – Biens et services acquis aux fins de la réalisation à la fois d'opérations soumises à la TVA et d'opérations non soumises à la TVA – Absence de critères de répartition dans la réglementation nationale – Principe de légalité de l'impôt : [CJUE 8-5-2019 aff 566/17](#)

## SOCIAL

### Sites institutionnels

- [Note de presse Acoiss](#) : La lutte contre le travail dissimulé : une action au service des salariés, des entreprises et de la collectivité
- [Communiqué de presse Acoiss](#) : Mesures d'urgence économiques et sociales : bilan à fin mars 2019 de la prime exceptionnelle et du dispositif d'exonération des heures supplémentaires
- [BO Min. Travail n° 4 du 30-4-2019](#)
- [Circulaire du 22 avril 2019](#) relative à la mise en œuvre du « centre d'assistance » prévu par la Directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.
- [Actualité MSA](#) : Mise en œuvre du taux de CSG à 6,6% pour certains retraités
- [Synthèse du Bureau de l'Unédic](#) du 23 avril 2019
- [Actualité CAF](#) : Complément mode de garde : plus simple, plus clair, plus rapide !
- Ministère du Travail : [Questions - réponses](#) sur les emplois francs

### Jurisprudence

- Homicide et blessures involontaires : [Cass. crim. 7-5-2019 n° 18-80.418 \(n° 624 FS-P+B+I\)](#)
- Sécurité sociale, assurances sociales du régime général : [Cass. 2e civ. 9-5-2019 n° 18-10.165 \(n° 615 F-P+B+I\)](#)
- Sécurité sociale, assurances sociales des travailleurs indépendants des professions non agricoles : [Cass. 2e civ. 9-5-2019 n° 18-16.575 \(n° 596 F-P+B+I\)](#)
- Sécurité sociale : [Cass. 2e civ. 9-5-2019 n° 18-11.158 \(n° 616 F-P+B+I\)](#)
- Sécurité sociale, accident du travail : [Cass. 2e civ. 9-5-2019 n° 18-17.847 \(n° 607 FS-P+B+I\)](#)
- Sécurité sociale, accident du travail : [Cass. 2e civ. 9-5-2019 n° 18-11.468 \(n° 608 FS-P+B+I\)](#)
- Sécurité sociale, accident du travail : [Cass. 2e civ. 9-5-2019 n° 18-10.909 \(n° 610 FS-P+B+I\)](#)
- Sécurité sociale, accident du travail : [Cass. 2e civ. 9-5-2019 n° 18-14.515 \(n° 611 F-P+B+I\)](#)
- Sécurité sociale : [Cass. 2e civ. 9-5-2019 n° 18-15.435 \(n° 612 F-P+B+I\)](#)

### Au Journal Officiel

- [Arrêté du 2 mai 2019](#) relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif
- [Arrêté du 12 avril 2019](#) modifiant l'arrêté du 22 février 2019 définissant les compétences des diplômés du doctorat et inscrivant le doctorat au répertoire national de la certification professionnelle
- [Décret n° 2019-422 du 7 mai 2019](#) instituant des mesures de soutien au pouvoir d'achat des artistes-auteurs

## Union Européenne

- [RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ \(UE\) 2019/697 DE LA COMMISSION du 14 février 2019](#) portant modification du règlement délégué (UE) 2015/2195 complétant le règlement (UE) no 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds social européen, en ce qui concerne la définition des barèmes standards de coûts unitaires et des montants forfaitaires pour le remboursement des dépenses des États membres par la Commission
- Le calcul des indemnités de licenciement et de reclassement d'un salarié en congé parental à temps partiel doit être effectué sur la base de la rémunération à temps plein : [CJUE 8-5-2019 aff. 486/18](#) – [Communiqué de presse](#)
- La réglementation espagnole sur le calcul des pensions de retraite des travailleurs à temps partiel est contraire au droit de l'Union si elle s'avère être particulièrement désavantageuse à l'égard des travailleurs féminins : [CJUE 8-5-2019 aff. 161/18](#) – [Communiqué de presse](#)
- Un marin qui conserve sa résidence dans son État membre d'origine, tout en travaillant pour le compte d'un employeur établi dans un autre État membre, sur un navire battant pavillon d'un État tiers et naviguant en dehors du territoire de l'Union européenne, relève du champ d'application du règlement sur la coordination des systèmes de sécurité sociale : [CJUE 8-5-2019 aff. 631/17](#) – [Communiqué de presse](#)
- Politique sociale – Transfert d'entreprises – Directive 2001/23/CE – Article 1er, paragraphe 1 – Champ d'application – Critères d'appréciation du transfert – Transfert de clientèle – Transfert de l'ensemble des services financiers d'une banque à une société de bourse excluant le transfert des effectifs : [CJUE 8-5-2019 aff 194/18](#)
- Politique sociale – Travail à durée déterminée – Contrats conclus avec un employeur relevant du secteur public – Mesures visant à sanctionner le recours abusif aux contrats de travail à durée déterminée – Transformation de la relation de travail en relation de travail à durée indéterminée – Limitation de l'effet rétroactif de la transformation – Absence de réparation financière : [CJUE 8-5-2019 aff. 494/17](#)

## AFFAIRES

### Sites institutionnels

- [Rapport d'activité 2018](#) du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce
- [Communiqué ministériel](#) : Lutte contre les retards de paiement interentreprises : Agnès Pannier-Runacher annonce les premières amendes de plus de 500 000 € en application de la loi du 9 décembre 2016
- [Résultats d'enquête DGCCRF](#) : Les pratiques commerciales dans le secteur de l'ameublement
- [Avis CEPC n° 19-7](#) relatif à une demande d'avis d'un professionnel portant sur le champ d'application de l'article L. 441-7 du code de commerce dans un contexte international
- [Avis CEPC n° 19-8](#) relatif à une demande d'avis d'un cabinet d'avocats portant sur la conformité à l'article L. 442-6-I 2° du code de commerce de stipulations figurant dans un contrat de commissionnaire à la vente dans le secteur pharmaceutique
- [Communiqué AMF](#) : L'Autorité des marchés financiers publie son [rapport annuel 2018](#)
- [Communiqué AMF](#) : L'AMF publie la synthèse de dix contrôles thématiques sur la gestion sous mandat
- [Communiqué CCSF](#) : [Rapport annuel 2018](#) du CCSF. Des avancées notables sur la mobilité bancaire et l'assurance emprunteur
- [Communiqué ADLC](#) : L'Autorité de la concurrence rejoint le Cadre sur les procédures des autorités de concurrence mis en place par l'International Competition Network (ICN)
- [Communiqué Medef](#) : Le Medef crée un Comité « Gouvernance des Entreprises »
- [Communiqué CLCV](#) : Suspension du dioxyde de titane en alimentation : un arrêté a minima
- [Communiqué ADLC](#) : L'Autorité de la concurrence rejette la plainte déposée par trois garagistes visant Hyundai – [Décision 19-D-08 du 9 mai 2019](#)

## Jurisprudence

- Cassation : [Cass. com. 7-5-2019 n° 17-21.047 \(n° 378 FS-P+B+I\)](#)
- Copropriété : [Cass. 3e civ. 9-5-2019 n° 18-16.717 \(n° 366 FS-P+B+I\)](#)
- Copropriété : [Cass. 3e civ. 9-5-2019 n° 18-17.334 \(n° 367 FS-P+B+I\)](#)
- Bail commercial : [Cass. 3e civ. 9-5-2019 n° 16-24.701 \(n° 386 FS-P+B+I\)](#)

## Au Journal Officiel

- [Arrêté du 24 avril 2019](#) modifiant l'arrêté du 23 décembre 2013 relatif au régime prudentiel des sociétés de financement
- [Décret n° 2019-412 du 6 mai 2019](#) modifiant le décret n° 2018-383 du 23 mai 2018 autorisant les traitements de données à caractère personnel relatifs au suivi des personnes en soins psychiatriques sans consentement
- [Délibération Cnil n° 2018-354 du 13 décembre 2018](#) portant avis sur un projet de décret modifiant le décret n° 2018-383 du 23 mai 2018 autorisant les traitements de données à caractère personnel relatifs au suivi des personnes en soins psychiatriques sans consentement (demande d'avis n° 18020552)
- [Arrêté du 2 mai 2019](#) modifiant l'arrêté du 26 février 2018 modifié portant création du label « qualité des formations au sein des écoles de conduite et reconnaissance des équivalences à ce label »
- [Décision du 22 février 2019](#) de la commission prévue à l'article L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle modifiant son règlement intérieur
- [Arrêté du 29 avril 2019](#) relatif à la date limite de déclaration du chiffre d'affaires des officines de pharmacie pour 2019
- [Arrêté du 2 mai 2019](#) relatif à la Nomenclature d'activités française du secteur des métiers et de l'artisanat
- [Arrêté du 18 avril 2019](#) modifiant l'arrêté du 9 février 2009 relatif aux modalités d'immatriculation des véhicules
- [Avis n° 19-A-10](#) relatif à la durée du mandat des membres du collège de l'Autorité de la concurrence

## Union Européenne

- [RÈGLEMENT \(UE\) 2019/698 DE LA COMMISSION du 30 avril 2019](#) modifiant les annexes III et V du règlement (CE) no 1223/2009 du Parlement européen et du Conseil relatif aux produits cosmétiques
- [DÉCISION \(UE\) 2019/701 DE LA COMMISSION du 5 avril 2019](#) établissant un glossaire des dénominations communes des ingrédients à utiliser dans l'étiquetage des produits cosmétiques
- [DIRECTIVE \(UE\) 2019/713 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 17 avril 2019](#) concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et remplaçant la décision-cadre 2001/413/JAI du Conseil
- [RÈGLEMENT \(UE\) 2019/712 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 17 avril 2019](#) visant à préserver la concurrence dans le domaine du transport aérien, et abrogeant le règlement (CE) no 868/2004
- [DÉCISION \(UE\) 2019/718 DE LA COMMISSION du 30 avril 2019](#) relative à la proposition d'initiative citoyenne intitulée «PRO-NUTRISCORE»
- Directive 98/5/CE – Accès à la profession d'avocat – Moine ayant acquis la qualification professionnelle d'avocat dans un État membre autre que l'État membre d'accueil – Article 3, paragraphe 2 – Condition d'inscription auprès de l'autorité compétente de l'État membre d'accueil – Attestation d'inscription auprès de l'autorité compétente de l'État membre d'origine – Refus d'inscription – Règles professionnelles et déontologiques – Incompatibilité de la qualité de moine avec l'exercice de la profession d'avocat : [CJUE 7-5-2019 aff. 431/17 - Communiqué](#)
- La dissolution d'une fondation en raison de ses ressources financières insuffisantes n'a pas violé la Convention : [CEDH 7-2-2019 n° 10814/7](#)
- Concurrence – Ententes – Marché des ronds à béton en barres ou en rouleaux – Décision constatant une

infraction à l'article 65 CA, après l'expiration du traité CECA, sur le fondement du règlement (CE) no 1/2003 – Annulation partielle de la décision de la Commission – Rejet d'une demande visant à obtenir le remboursement de l'amende payée en exécution de la décision partiellement annulée – Rejet d'une demande visant à être admis à participer à la procédure administrative rouverte à la suite de l'annulation partielle de la décision – Droits de la défense – Acte inexistant – Responsabilité non contractuelle – Prescription : [Trib. UE 8-5-2019 aff. 185/18](#)

- Marchés publics de travaux – Procédure d'appel d'offres – CCR d'Ispra – Travaux de construction et d'entretien de conduites d'eau et de sous-stations de chauffage urbain-refroidissement – Rejet de l'offre d'un soumissionnaire – Recours en annulation – Recours en indemnité – Obligation de motivation : [Trib. UE 8-5-2019 aff. 690/16](#)
- Transports – Services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route – Règlement (CE) no 1370/2007 – Article 5, paragraphes 1 et 2 – Attribution directe – Contrats de services publics de transport de voyageurs par autobus et par tramway – Conditions – Directive 2014/24/UE – Article 12 – Directive 2014/25/UE – Article 28 : [CJUE 8-5-2019 aff 253/18](#)
- Marchés d'instruments financiers – Directive 2004/39/CE – Articles 8, 23, 50 et 51 – Champ d'application – Conseiller financier en dehors des locaux de l'entreprise – Agent ayant le statut de prévenu dans une procédure pénale – Législation nationale prévoyant la possibilité d'interdire temporairement l'exercice de l'activité – Libertés fondamentales – Situation purement interne – Inapplicabilité : [CJUE 8-5-2019 aff 53/18](#)

## IMMOBILIER

### Au Journal Officiel

- [Ordonnance n° 2019-418 du 7 mai 2019](#) relative à la vente de logements appartenant à des organismes d'habitations à loyer modéré à des personnes physiques avec application différée du statut de la copropriété
- [Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2019-418 du 7 mai 2019](#) relative à la vente de logements appartenant à des organismes d'habitations à loyer modéré à des personnes physiques avec application différée du statut de la copropriété
- [Arrêté du 29 avril 2019](#) relatif à l'agrément des modalités de prise en compte des systèmes de « CET Héliothermiques » dans la réglementation thermique 2012
- [Décret n° 2019-423 du 9 mai 2019](#) modifiant les conditions d'octroi par l'Etat et ses établissements publics de la décote sur le prix des terrains de leur domaine privé et complétant le contenu des rapports d'activité des organismes de foncier solidaires
- [Décret n° 2019-424 du 9 mai 2019](#) fixant les conditions de délégation de l'exercice du droit de priorité par les organismes mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 240-1 du code de l'urbanisme

### Jurisprudence

- TOUR TRIANGLE : Le tribunal rejette les recours dirigés contre le permis de construire et la promesse de bail à construction : TA Paris 6-5-2019 n° [1715536/4-2](#) et [1801863/4-2](#)

### Union Européenne

- Coopération judiciaire en matière civile – Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions en matière civile et commerciale – Règlement (UE) n° 1215/2012 – Article 7, point 1, sous a) – Compétence spéciale en matière contractuelle – Notion de “matière contractuelle” – Décision de l'assemblée générale des copropriétaires d'un immeuble – Obligation incombant aux copropriétaires d'acquitter les contributions financières annuelles au budget de la copropriété fixées par cette décision – Action judiciaire tendant à obtenir l'exécution de cette obligation – Loi applicable aux obligations contractuelles – Règlement (CE) n°

593/2008 – Article 4, paragraphe 1, sous b) et c) – Notions de “contrat de prestation de services” et de “contrat ayant pour objet un droit réel immobilier” – Décision de l’assemblée générale des copropriétaires d’un immeuble relative aux frais d’entretien des parties communes de celui-ci : [CJUE 8-5-2019 aff 25/18](#)

## CIVIL

### Sites institutionnels

- [Dossier de presse ministériel](#) sur la nouvelle réglementation relative aux trottinettes électriques

### Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-402 du 3 mai 2019](#) portant diverses mesures relatives à la communication électronique en matière civile et à la notification des actes à l'étranger
- [Arrêté du 29 avril 2019](#) modifiant l'arrêté du 2 mai 2011 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « fichiers des résidents des zones de sécurité » créés à l'occasion d'un événement majeur
- [Délibération n° 2019-049 du 11 avril 2019](#) portant avis sur un projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 2 mai 2011 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « fichiers des résidents des zones de sécurité » créés à l'occasion d'un événement majeur (demande d'avis n° 19004176) (Avis RU-015)
- [Arrêté du 2 mai 2019](#) relatif à la formation requise pour l'animation de la formation complémentaire prévue à l'article L. 223-1 du code de la route
- [Arrêté du 2 mai 2019](#) relatif à la formation complémentaire prévue à l'article L. 223-1 du code de la route

### Union Européenne

- Violation du droit de propriété, faute d’indemnisation : dorénavant, un recours devant la commission d’indemnisation permet d’obtenir un dédommagement : [CEDH 7-5-2019 n° 21104/06, 51103/06 et 18809/07](#)

## DIVERS

- [Compte rendu du Conseil des ministres](#) du 7 mai 2019
- [JO AN Questions/Réponses](#) n° 19 du 7-5-2019
- [Analyses du Conseil d'État](#) du 16 au 30 avril 2019
- [Analyses du Tribunal des conflits](#) de avril 2019
- [La lettre de la DAJ](#) n°273 du 9 mai 2019